



PROMOTION DU DIALOGUE INCLUSIF & DURABLE EN GUINEE (PRODIG-G)
FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX
RAPPORT DESCRIPTIF ANNUEL SUR
L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME¹

1^{er} JANVIER – 31 DECEMBRE 2011

Titre du Programme & Référence du projet <ul style="list-style-type: none">Intitulé du Programme: Projet de Promotion du Dialogue Inclusif et Durable en GuinéeRéf. du Programme:Réf. Atlas/MDTF: 00071995 PBF/GIN/H-1	Pays, Localité, Secteur/Thème(s) du Programme² Guinée Conakry/ Dialogue Inclusif et Durable <i>Secteur/Thème(s) : Dialogue, réconciliation nationale</i>
Organisations participantes <ul style="list-style-type: none">PNUDBIT	Partenaires de mise en œuvre <ul style="list-style-type: none">Search for Common Ground – IFES - National Democratic Institute - International Alert - West African Network for Early Warning and Conflict Prevention – ACORD - Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne- Réseau des Femmes du Fleuve Mano
Budget du Programme (US\$) Total Project Cost: \$1.649.336 Peacebuilding Fund: \$1.649.336 <ul style="list-style-type: none">Allocation initiale 2009: \$1.100.067Allocation additionnelle 2010 (PBF/GIN/H1 INCLUSIVIALOG, UNDP): \$100.000Allocation additionnelle 2010 (PBF/IRF-28 POSTÉLECTORA,GIN-DP):\$549.265 Government Input: <ul style="list-style-type: none">Mise à disposition de 3 cadres pour le suivi des différentes composantes du programme Other: Autres Contributions [donateur(s)]: (le cas échéant) TOTAL: \$1.649.336	Durée du Programme (mois) Durée totale (mois): 32 mois Date de démarrage ³ (dd.mm.yyyy): Octobre 2009 Date de clôture: Mai 2012 <i>(ou date révisée, le cas échéant):</i> <i>5 mois de retard</i> Date de clôture opérationnelle ⁴ :Mai 2012 Date prévisionnelle de clôture financière : Décembre 2012
Evaluation du Programme Evaluation complétée – (à joindre le cas échéant) <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Date: _____ Evaluation à mi-parcours – (à joindre le cas échéant) <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non Date: _____	Soumis par: <ul style="list-style-type: none">Nom:Adama-Dian Barry Chargée de programme PNUD /Mamadou Alpha Tougué Baldé chargé de Suivi/Evaluation PBFOrganisation participante (“Lead Agency”): PNUDAdresse e

¹ Le terme “programme” est utilisé pour les projets, programmes et programmes conjoints.

² Indiquer le domaine prioritaire pour le Fonds de Consolidation de la Paix (FCP) ; le Secteur pour le Fonds fiduciaire pour l'Iraq du GNUD.

³ La date de démarrage est la date du premier transfert de fonds du MPTF Office en tant qu'Agent Administratif. Cette date est disponible sur le portail du MPTF Office ([MPTF Office GATEWAY](#)).

⁴ Concerne les activités du programme complétées par l'organisation participante responsable. Les agences concernées doivent en informer le MPTF Office.

I. OBJECTIFS

- Indiquer les principaux résultats et leur contribution par rapport aux objectifs du programme.
 - ✓ Le Projet de Dialogue Inclusif et Durable en Guinée vise l'établissement et le renforcement des cadres de dialogue comme moyen pacifique de résolution des conflits, et de prévention des crises. Durant la première phase du projet, la stratégie est de susciter un cadre propice à une transition paisible en Guinée à travers des actions d'apaisement social, et d'appui au rétablissement des institutions démocratiques.
 - ✓ De manière plus spécifique le projet vise: l'apaisement social, le renforcement des capacités des acteurs au dialogue, l'animation de concertations et la formulation d'un programme national de réconciliation
 - ✓ La mise en œuvre de ce projet a favorablement contribué à la mise en place des espaces de concertation sur la cohésion sociale en Guinée, la capitalisation des savoirs faire de la société civile nationale en matière de prévention et de gestion des conflits ; et à la meilleure compréhension des enjeux de la réconciliation Nationale en Guinée. Tout cela a contribué à la promotion de la paix et de l'unité nationale dans le pays.
- Expliquer le lien entre le programme et le Cadre de planification stratégique (de l'ONU) guidant les opérations du Fonds/Programme conjoint.

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la première priorité du premier plan prioritaire de consolidation de la paix en Guinée. Le dit plan prend en charge les risques et hypothèse des principaux cadres programmatiques nationaux. Par ailleurs les acquis du projet ont été pris en compte dans le cadre de la formulation du Cadre Commun d'Analyse du pays et du Plan Cadre de programmation des Nations Unies (UNDAF) 2013-2017.

II. RESSOURCES

Ressources financières:

- Indiquer les autres sources de financement disponibles pour le programme, le cas échéant. Pour plus d'information, se référer à la [lettre de couverture](#).
- Indiquer les révisions budgétaires approuvées par l'organe de décision concerné, le cas échéant.
 - Par lettre du 28 septembre 2010, le PBSO a validé une allocation de fonds additionnels pour un montant de \$549.265. Cette allocation additionnelle a été reçue par le bureau pays en mars.
 - L'utilisation de l'allocation additionnelle était prévue comme suit :
 - \$100.000 pour les activités de dialogue tripartite Gouvernement-patronat-syndicat, à exécuter par le BIT ;
 - \$449.265 (PBF/IRF-28 POSTÉLECTORA,GIN-DP) pour les activités d'apaisement de l'environnement post-électoral exécutées par le PNUD. Ce financement a permis de couvrir des activités préfinancées par le PNUD dans l'entre-deux-tours des élections présidentielles (cf. rapport annuel 2010 du projet).
- Indiquer les enseignements tirés et contraintes identifiées dans la gestion des aspects financiers du programme, y inclus l'obtention des transferts, les défis administratives, et/ou autres aspects qui impactent la gestion financière du programme.
 - Comme mentionné dans le point précédent, le projet a connu un retard entre la lettre d'le projet a connu un retard entre la lettre d'allocation des fonds additionnels signée en 2010, et l'encaissement réel des fonds en mars 2011.
 - Le suivi rigoureux des activités et le dialogue permanent entre l'équipe pays de gestion du projet et l'équipe du PBSO a permis d'éviter d'entraver le bon déroulement du planning des opérations. Cela a permis de s'accorder entre les équipes afin que le PNUD préfinance les activités urgentes d'apaisement entre les deux tours des élections présidentielles. Les régularisations financières ont pu être faites dès la réception des fonds.

Ressources humaines:

- Personnel National: Préciser le nombre et type de personnel (opérations/programme).
 - Personnel National: Un expert national en dialogue et un assistant administratif et financier sont pris en charge par le projet
 - Le PNUD contribue entre autre à travers la prise en charge d'un conseiller au programme spécialisé sur les questions de consolidation de la paix

III. ARRANGEMENTS DE GESTION ET SUIVI DU PROGRAMME

- Décrire les mécanismes de mise en œuvre et expliquer, le cas échéant, comment ils ont été adaptés pour atteindre un impact optimal.
 - Toutes les activités de ce projet ont été réalisées sous la coordination d'une petite unité de gestion du projet que le PNUD a mis en place et qui est composé de :
 - Un Expert National en Dialogue et consolidation de la paix
 - Un Assistant en gestion financière et administrative de projet.
 - Sous la supervision d'un conseiller au programme du PNUD
 - Sous la coordination du Coordonateur national du PBF.
 - L'unité a été responsabilisée sur la gestion du projet, l'appui technique et de la facilitation auprès des différents partenaires de réalisation. Elle a contribué également à toute la réflexion stratégique menée dans le cadre plus large du Plan prioritaire de consolidation de la paix en Guinée.
 - Le PNUD à travailler en étroite collaboration avec le gouvernement pour assurer l'appropriation et la réussite de ce projet. Les différents départements ministériels impliqués dans le projet ont désigné un point focal du projet qui à faciliter l'organisation des dialogues à différents niveaux ainsi que tous les ministères impliqués.
 - Les ONG partenaires d'exécution ont signé des Mémoires d'accord avec le PNUD, dans le cadre d'un plan d'action détaillé, budgétisé et assorti d'un plan de suivi-évaluation ;
 - Un comité technique a été mis en place pour chaque composante spécifique du projet, composé Il va de l'expert du projet, le point focal du département ministériel de tutelle du projet (le Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation), le point focal du département ministériel de suivi (en fonction de l'activité), l'ONGT partenaire et le conseiller au programme du PNUD. Les comités techniques se sont réunis à des fréquences mensuelles pour chaque activité du projet et ont permis de valider l'ensemble des outils développés, ainsi que les plans de travail. Ces comités ont également permis l'appropriation de la méthodologie et des résultats par le gouvernement.
 - Le comité de pilotage du projet est celui du Plan Prioritaire de Consolidation de la Paix.
- Décrire les procédures d'approvisionnement utilisées et expliquer toute modification par rapport aux procédures standards.
 - Le projet est exécuté sous la modalité Direct Exécution par le PNUD (DEX). Dès lors tous les achats de biens et services sont effectués par le service des achats du PNUD, à la demande de l'Unité de Coordination du PBF.
- Décrire le(s) système(s) de suivi utilisé(s) et expliquer comment les enseignements tirés ont été pris en considération dans la gestion du programme, y inclus des actions correctives qui ont été prises :
 - Le projet a collaboré très étroitement avec l'Unité de Coordination du PBF-Guinée comprenant un Coordinateur et un spécialiste de suivi-évaluation qui veilleront à son intégration dans les mécanismes globaux de coordination, de rapportage et de suivi-évaluation du Plan d'actions prioritaires. Cette Unité a élaboré un plan de suivi global du plan prioritaire dans lequel les activités du projet se trouvent reprises.
 - Des missions de suivi des activités des partenaires sont été menées tout au long de l'année par la chargée de programme du PNUD, l'expert national en dialogue et l'équipe de coordination du PBF. Les départements ministériels de suivi ont été associés à toutes ces missions en vue de développer leur appropriation de la démarche méthodologique des activités et du projet.

- Les rencontres régulières des comités techniques ont également permis d'évaluer l'état d'avancement des activités planifiées.
 - Des rapports réguliers ont été faits par les différents partenaires de mise en œuvre et les résultats ont été consolidés dans le cadre des revues trimestrielles du programme du PNUD.
- Fournir les détails des évaluations ou études éventuelles menées sur le programme. Pas eu d'évaluation formelle à ce jour, mais les résultats atteints par le programme ont été capitalisés dans le second plan prioritaire en vue d'une consolidation des acquis.

IV. RESULTATS

Sur la période considérée :

- Résumer les progrès réalisés par le programme par rapport aux objectifs et résultats escomptés. Expliquer tout écart dans l'atteinte des résultats par rapport à ceux initialement prévus.
 - L'année 2011 a été consacrée à la finalisation des activités résiduelles 2010 en vue de permettre la formulation effective d'un programme de réconciliation nationale (I), la formulation d'un pacte national de stabilité (II), et la capitalisation des savoirs-faires locaux en matière de prévention des conflits (III).
 - La capitalisation des savoirs-faires locaux a été entièrement finalisée ; quant à la formulation d'un programme national de réconciliation, et d'un pacte national, des avancées significatives ont été enregistrées. A cet effet, un rapport intermédiaire sur la démarche de réconciliation nationale en Guinée est disponible.
- Indiquer les principaux résultats obtenus et indiquer le nombre, la nature des activités (intrants), le taux de réalisation des activités et leurs bénéficiaires.

Les principaux résultats annuels à capitaliser au titre du projet sont :

- 1) **Une vision globale de la perception de la population sur la manière de solder le contentieux du passé** est de disponible. Cette vision exprimée dans un rapport devrait permettre une réconciliation nationale effective entre le guinéens. A cet égard, ce rapport a été largement diffusé au sein du gouvernement, notamment la Primature, le ministère de la Justice, le Conseil National de la Transition, etc qui ont apprécié sa pertinence. Ce rapport a été un des outils de référence du Comité Provisoire de Réflexion sur la Réconciliation Nationale mise en place par le Président de la République en Août 2012.

Par ailleurs ce rapport a été exploité pour la formulation des engagements mutuels entre la Guinée et le Fonds de Consolidation de la paix en 2011, ainsi que pour la formulation du second plan d'action prioritaire.

Par ailleurs des missions de partage d'expériences notamment ont été faites au Togo et au Ghana par une équipe conjointe gouvernement-Nations Unies-Société civile, et un rapport intermédiaire sur la démarche possible pour la réconciliation est disponible.

Ce résultat a été atteint à travers un partenariat stratégique entre le PNUD, le Haut Commissariat au Droits de l'Homme, International Alert, le Conseil Economique et Social, le Conseil National de la Transition, le Gouvernement Guinéen.

- 2) **Les savoirs-faires de la société civile guinéenne en matière de prévention des conflits sont capitalisés, et rendus accessibles à travers des publications thématiques.** Ces outils sont de véritables outils pédagogiques qui permettront aux acteurs locaux (société civile, administrateurs territoriaux, agents de développement, etc) d'accéder à la méthode à utiliser pour gérer les conflits les plus courants survenant dans sa localité.

Ces outils appelés cahiers thématiques ont été produits grâce au partenariat du PNUD avec Suisse Peace, le Conseil National de la Société Civile Guinéenne.

- 3) Plus de 400 acteurs nationaux sont outillés sur les mécanismes de prévention des conflits. Ces acteurs formés sont notamment des conseillers du CNT (au nombre de 35), des administrateurs territoriaux, des leaders communautaires. Les techniques et principes enseignés ont portés sur les techniques de négociation, de

conciliation et de promotion d'un dialogue inclusif et durable dans la perspective de l'élaboration d'un pacte de stabilité social courant 2012. Ces personnes encadrées sont désormais capables d'intervenir en qualité de personnes ressources au niveau national.

Ce résultat a été obtenu notamment en partenariat entre le PNUD, le BIT, le Conseil National de la Transition, le Ministère de l'Administration du Territoire et le Ministère de l'emploi.

- 4) Un programme de dialogue élargi à trois autres agences des Nations Unies a été finalisé sur la base des acquis du présent projet. Ainsi, les avancées obtenues ont permis de fédérer HCDH, UNICEF, UNESCO avec le PNUD pour développer un ambitieux programme conjoint dans le second plan prioritaire.
- *Questions transversales : La promotion du genre a été intégrée de manière transversale dans toutes les activités permettant ainsi de véhiculer des messages à tous les publics touchés directement par les résultats du projet. Ainsi des notions portant sur le rôle et le leadership des femmes dans la prévention des conflits (conformément à la résolution 1325 AG NU) ont été largement débattu, et les attitudes de promotion de ces valeurs ont été encouragées.*
 - Fournir une évaluation du programme basée sur des indicateurs de performance, tels qu'indiqués dans le document de programme, en utilisant le modèle de la Section VI.

V. FUTUR PLAN DE TRAVAIL (le cas échéant)

- Lister les activités et dépenses pour la période à venir (1 Janvier-31 Décembre 2012), en utilisant les enseignements tirés de la période précédente.

Les deux premiers trimestres de 2012 seront mis à profit pour finaliser le pacte national de stabilité social et l'institutionnalisation du cadre de dialogue social tripartite avec le BIT.

- Signaler toute déviation importante des stratégies, objectifs et résultats-clés initiaux.
 - Au niveau des contraintes rencontrées pour l'exécution de certaines activités, il y a lieu de relever que les prévisions opérationnelles pour les actions de réconciliation nationale ont dû être ajustés en cours d'année. En effet, il est apparu que les opérations de plaidoyers pour une adhésion au plus haut niveau de l'Etat était indispensable pour la pérennité et la crédibilité de certaines activités de terrain. Dès lors en accord avec toutes les parties prenantes du projet, des recadrages ont été fait pour impliquer les religieux dans la réflexion sur les mécanismes de réconciliation à mettre en œuvre en Guinée. Ce recadrage a été capitalisé dans le second plan prioritaire de consolidation de la paix.

VI. EVALUATION EN FONCTION DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

	Indicateurs de performance	Indicateurs de référence	Indicateurs cibles	Objectifs/ Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de verification	Commentaires éventuels
Résultat 1: Mise en place d'un cadre permanent de dialogue et de concertation							
Résultat 1.1 Appui à la dynamisation du dialogue tripartite gouvernement/patronat/syndicats	Un cadre de dialogue est validé	Plusieurs mécanismes de dialogue sont en place, sans formalisation	Cadre de dialogue tripartite validé Pacte de stabilité validé	Plus de 400 personnes outillés sur la gestion des conflits, et conscientisés sur la nécessité de ces mécanismes préventifs Projets de pacte de stabilité disponible	Nécessité de leadership national	-rapports des commissions du CNT -lettre d'appréciation du CNT	Cette opération a été menée avec le BIT, et doit se poursuivre en 2012
Résultat 2: Mise en place d'un programme de réconciliation							
Résultat 2.1 Un programme national de réconciliation est élaboré	Organisation de deux missions dans des pays ayant une expérience de réconciliation réussie	Pas de connaissances institutionnelles sur les expériences d'autres pays	2 pays sont visités	Le Togo et le Ghana ont été visité par une équipe conjointe nationale		Rapport de mission	
	Organisation d'un atelier national de formulation du programme de réconciliation nationale	Pas de vision sur la démarche pour la réconciliation nationale	Un atelier est organisé pour définir une vision	Plusieurs réunions de plaidoyers ont été organisées avec le Gouvernement, le CNT, le CES,	La nécessité d'une appropriation et d'un leadership national de cet exercice	Compte rendus des réunions, Déclaration d'engagements Mutuels entre la Guinée et la CCP.	L'activité a été recadrée, et reportée dans la perspective d'un leadership national plus affirmé

				les partenaires			
Résultat 3: Renforcement des capacités de négociation et de médiation							
Résultat 2.2 Renforcement des capacités de négociation et de médiation	Recrutement d'un expert pour renforcer le CNOSCG en gestion des conflits, techniques de négociation & médiation	Pas de capacités institutionnelles pour conduire un programme de capitalisation des expériences et savoirs faire existants	Une expertise est mise à disposition	Deux consultantes de Suisse Peace ont appuyé le CNOSCG à Conakry durant 1 mois.		Rapport de mission 9 cahiers thématiques élaborés par les consultantes	
	Organisation conjointe d'un atelier national de capitalisation des expériences régionales de prévention des conflits	Les savoirs-faires sont éparpillés		1 atelier organisé pour capitaliser les savoirs-faires		Rapport	
	Organisation de rencontres régionales de sensibilisation des sages sur leur rôle dans la préservation de la paix			1 rencontre organisée à Labé	La nécessité du leadership national	Rapport de la rencontre	
	Consolidation des acquis des activités de renforcement des médias en période sensible	Les acquis de 2010 sont importants et méritent d'être passés en revue	1 rencontre regroupe les principaux acteurs pour débattre de l'expérience des élections présidentielles	1 atelier organisé		rapport	
Résultat 3 : Les acquis du Projet sont consolidés et intégrés dans le cadre de la révision du Plan Prioritaire et des interventions de consolidation de la paix en Guinée	Organisation d'un atelier de restitution des acquis du ProDID-G	Plusieurs partenaires interviennent dans la mise en oeuvre du projet	1 rencontre permet à tous les partenaires d'échanger sur leur stratégie et projet la consolidation des meilleures	Au moins 2 rencontres ont regroupés tous les partenaires techniques du projet		Rapport Document de projet conjointement formulé par 3 ONG partenaires du projet	Les avancées obtenus sur ce résultat ont permis de fédérer 3 agences des Nations Unies (HCDH, UNICEF, UNESCO) autour des objectifs de ce projet en vue d'en

			pratiques				faire un programme conjoint dans le second plan prioritaire.
	Gestion des activités, suivi et capiatlisation						
	Missions de suivi						

